

“

Le budget 2008 est en profond décalage avec la situation économique réelle du pays”

Pas de stratégie cohérente

Jean-Luc Vallet



Pierre-Alain Muet, député PS, ancien président du Conseil d'analyse économique (CAE)

Comment caractériser le budget présenté par le gouvernement ?

On nous le présente comme un budget de rupture, mais je vois surtout de la continuité. Le quinquennat de Jacques Chirac a lui aussi commencé par un grand allègement fiscal non financé, qui a creusé le déficit. La situation n'a jamais été rétablie. Et encore s'agissait-il « seulement » de 5 milliards, pas de 15 comme aujourd'hui. Il faudra un jour payer la note. Ce qui aggravera encore un peu plus l'injustice de ces mesures, puisque les cadeaux fiscaux qui sont allés aux plus fortunés devront être payés demain par tous. Sur le fond, ce budget n'apporte rien par rapport au « paquet fiscal » voté cet été. Il est en profond décalage avec la situation économique réelle du pays.

Pourquoi en décalage ?

L'économie française souffre aujourd'hui de trois problèmes : l'emploi, le pouvoir d'achat et l'offre. Concernant l'emploi, il n'y a dans le budget aucune mesure en faveur de l'emploi des jeunes, des seniors ou des peu qualifiés. Au contraire, le tiers des emplois aidés que Borloo avait réintroduit sont supprimés. Ensuite, le gouvernement prétend soutenir le pouvoir d'achat. Mais ce n'est pas en récompensant ceux qui sont déjà les mieux pourvus qu'on élèvera le niveau de vie de tous. Cette théorie du ruissellement de la richesse du haut vers le bas est celle de toutes les révolutions conservatrices, mais ça ne s'est jamais produit.

Quant à la compétitivité de l'économie française, nous avons 30 milliards d'euros de déficit extérieur. Or, il n'y a aucune incitation à l'innovation en dehors de l'augmentation du plafond du crédit d'impôt recherche. Mais cette mesure va profiter surtout aux grandes entreprises, pas aux PME.

Rien non plus sur l'investissement : le projet d'un prélèvement libérateur de 18 % sur les dividendes choisit au contraire de favoriser la rente. Le gouvernement dilapide l'argent sans stratégie économique cohérente. Or, en juillet, il pouvait encore espérer que la croissance accélérerait. Aujourd'hui, on voit que ce n'est pas le cas.

Après tout, n'est-ce pas de bonne politique que d'éviter de serrer la vis des finances publiques en période de ralentissement ?

Ce n'est pas moi qui vous dirai le contraire, je suis un économiste keynésien. Mais d'une part, l'ampleur du déficit conduira tôt ou tard le gouvernement à compenser, d'autre part, on peut difficilement imaginer une plus mauvaise utilisation des fonds publics. Keynes disait que l'on peut relancer l'économie en enfonçant des billets que les gens s'activeraient ensuite à déterrer. Si le gouvernement avait distribué l'argent au hasard, l'effet de relance aurait été plus fort. Car une part importante des cadeaux fiscaux va être épargnée. Et quand il compensera par une hausse de TVA ou de CSG, l'effet global sera franchement négatif.

Mais la politique économique, ce n'est pas que le budget...

Certes, mais le budget doit traduire les grandes orientations de politique économique. Là, il ne joue pas ce rôle. On pourrait le dire aussi bien de la politique de l'environnement. Le Grenelle de l'environnement aurait dû commencer plus tôt pour que ses conclusions puissent être traduites dans le budget. On va perdre encore un an dans la mise en place d'une vraie fiscalité écologique. ■

Propos recueillis par S. M.